Grand Mensonge Écologique et bureaucratie délirante

Posté le : 24 mai 2023 19:06 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Europe de l'est, Attitudes, Analyse sectorielle, Histoire économique récente, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

Nous avons évoqué dans une série d'articles comment l'information française était fabriquée et comment des mensonges parfois délirants avaient été imposés aux malheureux citoyens français. Ils sont considérés comme des veaux sans intérêt destinés à baisser la tête sans protester. Ils doivent absorber de grosses doses de mensonges dès le plus jeune âge et se contenteront plus tard de répéter des slogans de communicants, nervis modernes de l'étatisme et du sociétalisme gauchard.

Nous avons été également le seul groupe de réflexion qui a, continûment et sans concession, critiqué le triomphe délétère de **« l'énarchie compassionnelle et bienveillante** », qui a vu se constituer une caste népotique tenant à la fois le domaine de l'administration, ce qui est normal, et celui de l'ordre politique, ce qui ne l'est pas. Le résultat a été une dérive bureaucratique insensée et une montée continuelle de la dépense publique, des impôts, et de la dette. Le triomphe de l'Enarchie a été symbolisé par l'arrivée de Giscard à la Présidence et de Chirac au poste de premier ministre. Depuis, plus aucun budget n'a été en équilibre. La dette atteint 3 000 milliards d'euros, cinquante ans plus tard. Tous les services publics sont effondrés. L'Etat a perdu tout pouvoir, écartelé qu'il est entre l'Union Européenne et les collectivités locales, tout en ne respectant aucun des engagements pris avec chacun de ces pouvoirs de plus en plus gourmands.

La crise sanitaire a été l'occasion, pour le plus grand nombre, de prendre conscience des effets terrifiants de cette déchéance bureaucratique que, nous-mêmes critiquons depuis 1997…

Le mensonge a été permanent mais surtout, il s'est amplifié de façon délirante alors même que l'épidémie s'éteignait. Emmanuel Macron a osé déclarer qu'il voulait « emmerder » ceux qui résistaient au mensonge et virer les membres du corps médical qui n'obtempérait pas à ses oukases. Rappelons qu'il affirmait que le vaccin empêchait la diffusion du virus alors que toutes les études scientifiques déclaraient déjà le contraire. On n'a pas entendu d'excuses quand la vérité a fini par s'imposer à tous. On vient juste de réintégrer les membres du corps médical empêchés d'exercer !

Les Français ont eu tout le loisir de découvrir comment toute la médecine avait été surbureaucratisée, avec près de 35 % de ses effectifs employés exclusivement à des tâches administratives alors que le nombre de médecins s'évaporait, ceux qui étaient encore là étant accablés de sujétions et de tâches déclaratives avec un tarif de consultation au dixième du tarif d'intervention d'un plombier. En même temps les déserts médicaux s'étendaient à toute la France. En même temps il devenait presque impossible d'obtenir une consultation dans quelques domaines que ce soit à moins de trois mois. En même temps des spécialités médicamenteuses se trouvaient brusquement indisponibles. D'abord quelques cas, puis des dizaines en 2016, puis des centaines en 2022.

Du coup la CSG-RDS qui était censée financer ce désastre majestueux grimpait à des hauteurs pharamineuses et devenait un peu trop voyante. Comme cela ne suffisait pas on a été cherché des recettes alternatives partout. Les dépenses de sécurité sociale au sens large dépassent maintenant les 600 milliards d'euros, soit un doublement en 20 ans !

La démagogie régnante a voulu qu'on baisse de la part des cotisations des salariés dans le financement du régime général, passée de 23,9 % en 1980 à 12,8 % en 2000 et 8,9 % en 2 021. Parallèlement, la CSG représente 25,6 % des recettes du régime général en 2022 sur les revenus de remplacement (8 % en 2019, contre 4 % en 2000 et 5 % en 2009).

Les bureaucrates ont voulu que les cotisations salariales sur le travail baissent voire disparaissent sur les bas salaires, en transférant les sommes fortement accrues sur les retraités, la consommation et surtout, sur la consommation (14 % en 2019 contre 4 % en 1985), sur les revenus du capital (4 % en 2019, contre 0,8 % en 1985).

Comme le dit un rapport officiel :

« Fixés à un taux global de 17,2 % depuis le 1er janvier 2018, les prélèvements sociaux sont :
*– la **contribution sociale généralisée (CSG)** de 9,9 %*
– la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) de 0,5 %
– le prélèvement social au taux de 4,5 %
– la contribution additionnelle au prélèvement social de 0,3 %
– le prélèvement de solidarité de 2 %. »

*Pour atteindre ce niveau global, les prélèvements sociaux ont vu progressivement chacune des contributions qui les composent **augmenter**. C'est en particulier le cas de la CSG, créée par la loi de finances pour 1991 à un taux originel de 1,1 %. Son niveau a par la suite été relevé à 2,4 % en 1993, 3,4 % en 1997, 7,5 % en 1998, 8,2 % en 2005 et 9,9 % compte tenu de la hausse de 1,7 point de CSG voulue par Emmanuel Macron ».*

La grosse ficelle : une hausse de 1.7 %, des taux, de 20 %, des recettes.

En fait une grosse partie des taxes, impôts et cotisations affectées a été transférée d'un prélèvement explicite (taxe d'habitation, cotisations sociales) à des impôts diffus payés le plus souvent par une minorité de Français ou sur la consommation payée par tous.

La caste des hauts fonctionnaires étatistes et pour beaucoup socialistes, a donc à la fois réduit les prestations et augmenté les recettes, tout en augmentant massivement le nombre de bureaucrates et en créant des agences qui permettent de bien vivre aux frais de la princesse : les limites de rémunération des hauts fonctionnaires n'y existent pas permettant de gagner « un pognon de dingues », pourvu qu'on ne déplaise pas « au-dessus » ! Une idée assez étrange de la démocratie sociale.

Cet exemple caricatural d'une politique de hauts fonctionnaires cupides, portée pendant des décennies avec un collapsus presque total au bout du chemin, sert de modèle depuis quelques années à une autre folie bureaucratique totale : la maîtrise des troubles climatiques.

Nous avons été pratiquement les seuls à décortiquer en temps réel et au moment où les décisions étaient prises, les mesures délirantes prises dans le secret des rapports entre tutelle et professionnels. Les conférences que nous avons pu faire sur le sujet nous ont montré une incroyable imprégnation du caractère religieux pris par ces questions. Le bourrage de crânes a été si fort et si prolongé, avec une action en France dès la maternelle, qu'il n'y a plus de citoyen : le veau est devenu un taurillon sectaire. Celui qui questionne les objectifs et les moyens de l'action climatique sont clairement ou des hérétiques à faire brûler sur des échafauds ou des malfaisants adeptes des « fakes news » qui veulent assassiner la terre.

En vérité, contrôler le chantage exercé par les pays pétroliers, réunis en cartel pour exiger une rançon exorbitante aux pays non producteurs, impose depuis 1973, une action continue pour réduire la consommation de pétrole. Cette action a été menée avec constance. Les domaines les plus difficiles, l'immobilier et la voiture, ont connu de nombreuses initiatives, qui sont essentiellement

passées par des normes pour les constructions neuves, des interdictions de circuler pour des véhicules très polluants, et des incitations à faire mieux dans le bâtiment.

La situation a totalement dérapé avec l'arrivée de l'énarque Macron et de ses premiers ministres tous hauts fonctionnaires non techniques. Emmanuel Macron a toujours été obsédé de gouverner avec une poignée d'énarques travaillant en secret dans son immédiate proximité, tout en accordant des ministères à des personnalités d'affichage, comme Nicolas Hulot ou Barbara Pompili. Ils ont fini par se faire condamner pour inaction climatique.

Un vrai virage a été pris avec la nomination d'une Enarque, fille d'une Enarque travaillant avec Mme Hidalgo, une référence, et d'un polytechnicien, M. Stoleru, politicien à toute main et résistant fort bien aux changements politiques. Ce parfait produit de la caste est Mme Wargon.

Nous avons commenté en dû temps les extravagances de la dame, comme le montre cette longue liste.

La hiérarchie des causes de l'effondrement français (16 avril 2023 13:20)

(**Désolés, pas de Bons Voeux possibles pour 2023 avec ceux qui nous dirigent vers le précipice.** (6 janvier 2023 13:20)

Écologie délirante : entre boy scoutisme et bureaucratie (6 septembre 2022 15:23)

Et voici l'écologie pénitentielle coercitive. Elle ne s'arrêtera plus (26 août 2022 13:36)

Régime d'assemblée et Ve République - Il faut réformer d'urgence (5 août 2022 20:25)

Christian Gerondeau : l'indispensable trilogie sur la religion écologique (24 juillet 2022 11 h 55)

Oh ce joli Week-End de mai ! (2 juin 2022 00 h 27)

Passe-CO2 : le délire commence à se voir un peu trop ! (25 mai 2022 16:15)

Et voilà le passe-CO2 ! Merci qui ? (6 mai 2022 10:13)

Comprendre la destruction bureaucratique de la France (10 février 2022 19 h 05)

Sonnez Buccins,résonnez Trompettes : un nouveau service public est créé en date du 1er janvier 2022 (25 octobre 2021 11:25)

Quand l'indécence bureaucratique et énarchique s'étale sans vergogne (17 octobre 2021 14:11)

"Super Pinel" , Hyper Bureaucratie, Népotisme énarchique (1 septembre 2021 11:54)

De quelques tares de l'époque et de l'analyse du Pr Maffesoli (27 juin 2021 10:02)

La fausse réforme de l'ENA (10 avril 2021 12:20)

Nous avons même écrit le livre **Réconcilier Économie et Écologie**, *deux trains lancés l'un contre l'autre sur la même voie*, dont la parution a été malheureusement compromise par la crise sanitaire, pour avertir les Français des folies qui se tramaient dans leur dos. En France comme au sein de l'Union Européenne gangrenée par les pires agents de Greenpeace.

Livre disponible sur la librairie en ligne de notre cercle : https://librairie-e-toile.fr

Aujourd'hui tout éclate. La loi ZAN, une folie qui a étendu la loi littorale à la France entière est remise en cause, car elle interdit toute relocalisation industrielle, ce qu'a pu vérifier M. Édouard Philippe qui a voulu cette loi. Cet ex-premier ministre a été le premier a mis la France à feu et à sang avec une série de mesures bureaucratiques prises sans concertation et gâchant la vie des Français.

Mme Borne, wokiste, féministe et écologiste affichée, se devait d'accélérer dans la sottise et la folie. Elle a confié à France stratégie, un ramassis de socialistes caricaturaux obsédés par les inégalités et le développement de la fiscalité et des dépenses publiques, le soin de demander à M. Pisani Ferry, un macroniste dont les rapports hystériques sont généralement sollicités pendant les périodes électorales et mis aussitôt au panier (un sort qu'il accepte parce qu'il se connaît), un rapport sur l'incidence économique de l'action pour le climat. Ce gugusse indique qu'il faut « taxer les riches » pour financer les centaines de milliards qui doivent être dépensés. Naturellement sans dire un seul mot sur l'impact sur la température moyenne du globe qui sera, selon tous les calculs sérieux, nuls au mieux !

Rappelons simplement l'ampleur de la coercition qui s'exerce déjà sur les propriétaires immobiliers et les perspectives folles déjà inscrites dans la loi.

- Les propriétaires loueurs doivent faire établir une note écologique pour leur appartement et ne peuvent pas augmenter les loyers si la note est inférieure à E. Plus tard la note exigible sera plus forte.

- Les copropriétés doivent selon un échelonnement arbitraire, faire exécuter un diagnostic thermique et énergétique qui va définir les travaux à faire pour être conforme aux normes les plus strictes. Il est prévu une exécution forcée selon un calendrier cadencé. Il s'agit naturellement de montants disproportionnés.

- M. Amèrement et son directeur de cabinet, ancien directeur de Greenpeace Allemagne et foldingue de décroissance heureuse, ont fait voter au Parlement européen une directive encore plus folle : les propriétaires qui n'auront pas exécuté les travaux requis se verront privés en cas de vente de la contre-valeur des travaux restant à faire.

Vive le droit de la propriété !

Rappelons qu'en France, nous avons l'IFI, l'ISF immobilier, et des taxes foncières formidables. À Paris, la taxe foncière augmente de 62 %. Les revenus fonciers n'ont pas été plafonnés comme les revenus financiers avec une « flat tax » de 30 %. On arrive vite à 40 % d'IR et plus. Quand on déduit l'impôt sur le revenu, les charges de l'immeuble, l'IFI, les impôts et taxes locales, le rendement finit par être négatif. À Paris, les loyers sont en plus plafonnés. La contrainte est totale. Les lois du marché ont été totalement bannies.

Rappelons que l'immobilier appartient le plus souvent à des veuves ou tout le moins des retraités. Macron a opportunément augmenté leur CSG de près de 20 % en arrivant à la tête de l'État. Pourquoi se gêner ?

Évidemment quand on est logé à vie par l'État, cela paraît moins lourd **!**

Il fallait tout de même oser demander un rapport proposant d'aggraver la fiscalité sur l'immobilier !

Rappelons que les hauts fonctionnaires se sont fait une spécialité d'exiger des travaux monstrueux

aux propriétaires :

- Un ascenseur détruit par les habitants d'un HLM provoque un drame : tous les ascenseurs doivent être changés partout en France à grands frais !

- Un enfant se noie dans une piscine : toutes les piscines doivent être mises aux nouvelles normes quoiqu'il en coûte.

- Une nappe phréatique est polluée par un propriétaire indélicat : toute la législation change et impose des investissements massifs même quand tout marche très bien. Pire : la loi « littoral » et la loi sur l'eau se contredisent : il est impossible de savoir ce qu'il faut faire. Allons-y pour envoyer le vilain bloqué en correctionnelle ! Les lois contradictoires ne gênent jamais les fonctionnaires. Surtout quand on a créé un corps d'inspecteur que les propriétaires doivent payer. On voit l'ambition et la dignité de ce poste de petit flic. Les amendes sont évidemment supersoniques !

- Des dispositifs de chauffage sont interdits.

- Maintenir ceux qui existent devient un casse-tête.

- Là encore les contradictions s'accumulent : il faut mettre en œuvre des pompes à chaleur subventionnées. Chouette ! Zut, elles sont interdites en zone « littoral ».

On sait par ailleurs que le calfeutrement du bâti n'a exactement aucune efficacité. Tous les rapports le montrent et surtout l'expérience allemande qui a dépensé plus de 1 000 milliards d'euros pour calfeutrer 40 % environ de son parc immobilier, pour une baisse de moins d'1 % de la consommation d'énergie (produite largement par des centrales à charbon, après la pénurie de gaz russe). Le bilan carbone est nul pour une dépense délirante.

Et il faut que la France y passe ? L'Allemagne l'exige.

Nous sommes dans la folie totale. On annonce des dépenses vertigineuses qu'on minore pour ne pas affoler :

- Le calfeutrement général du bâti pour obtenir des notes B ou A coûterait au minimum 2 000 milliards d'euros selon notre propre chiffrage ! Il est souvent préféré d'annoncer des dépenses annuelles, en général fortement minorées. On dira par exemple que cela ne coûtera que 60 milliards par an ! Ce qui fait tout de même 600 milliards sur dix ans.

- Tout le monde a bien compris que changer les 41 millions de voitures thermiques, dont le prix moyen a été calculé récemment à 55 000 euros pièce, cela fait 2 200 milliards d'euros.

Nous-mêmes estimons entre 8 et 12 mille milliards le coût de la décarbonation totale en France, à emploi égal.

En face de cette dépense inouïe qui représente les deux tiers de tout le capital accumulé en France depuis les Gaulois et environ 10 années de valeur ajoutée des entreprises, on n'indique aucun objectif de baisse des températures.

Ceux qui ont fait le calcul en utilisant les modèles du Giec aboutissent à un effet sur la température globale absolument ridicule. Les voitures interdites vont se retrouver en Afrique à qui l'industrie va continuer de vendre des voitures thermiques neuves ! Effet nul sur la température. Pour le bâtiment, l'effet direct est de moins d'un pourcent sur l'énergie mise en œuvre selon les résultats constatés en Allemagne. L'impact sur la température globale sera inexistant comme il l'a été en Allemagne de façon prouvée.

Mais on affole le monde avec le chiffre d'une hausse possible de « 4 degrés » sans dire par rapport à

quoi et à quand, et sans faire un lien analytique entre les mesures décidées et un éventuel impact sérieux. On se contente d'un raisonnement primaire : tonnes de CO2 évitées, gains automatiques en termes de chaleur mondiale, avec des modèles mathématiques dont on sait qu'ils ne donnent pas de résultats fiables : pour une quantité de supplément de CO2, l'impact sur la température varie de 1 à 7 selon les modèles !

Comme on ne constate aucun gain lié au schéma théorique, on invente un chiffre **sur la hausse qui aurait été évitée** ! La preuve que cela marche c'est que cela aurait pu être pire !

out cela est de la folie pure ! Surtout dans un pays endetté jusqu'au cou et bientôt en faillite et ruiné.

Avec une colère sourde partout dans le pays qu'Emmanuel Macron hystérise par son comportement.

Est-ce que tout cela peut vraiment durer ?

La première victime est évidemment le marché locatif, suivi par la construction neuve, devenue d'un coût astronomique. Plus personne n'arrive à se loger en ville, dans les capitales régionales et dans la Capitale, où An Brossat a annoncé de sa tendre voix 40 % de logements sociaux, soit l'équivalent de 8 arrondissements sur 20, la plupart récupérés sur le logement « bourgeois » existant. Na ! Le PLU égrène des centaines d'adresses où les ventes seront préemptées pour virer les natifs et accueillir les migrants. D'une façon générale tout ce qui touche au logement social a été concédé au Parti Communiste avec un nombre considérable d'intervenants en provenance des banlieues communistes. Prendre au bourgeois la corde qui va les pendre, on en est resté là chez Mme Hidalgo…

À Paris, on fait fuir la population en s'attaquant de façon délirante à la voiture et à la propriété. D'ores et déjà ! Ce sont des dizaines de milliers d'habitants qui partent vidant les jardins d'enfants et les écoles

La coalition de fait entre l'Union Européenne, la classe des hauts fonctionnaires en France, et la coalition communiste, socialiste et Verts va totalement détruire l'immobilier français des grandes villes.

Encore bravo à tous ! La période restera dans l'histoire comme celle d'une destruction urbaine comme on en a rarement vu dans l'histoire depuis Néron, sauf pendant la grande peste et les grands incendies urbains du Moyen Âge.

Et tout le monde aura honte et se demandera comment on a pu en arriver là !